



Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans les rues !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac, torturés pour certains et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden qui soutiennent inconditionnellement Israël ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une hypocrite « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste au moment où ils veulent faire passer leur loi immigration. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est

la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Amplifions la solidarité internationaliste !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale pour combattre la guerre de Netanyahu et nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. C'est aussi la seule issue pour les travailleurs et jeunes israéliens alors que leur État fait tout pour créer un fossé de sang entre eux et les Palestiniens.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, construisons le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

Le 7 novembre 2023

On veut vivre, pas survivre ! Augmentation générale des salaires !

Se loger, se déplacer, se chauffer, se nourrir, s'habiller... tous les prix s'envolent et nous on reste au plancher. C'est à cause de l'inflation disent doctement les économistes... Certes, mais qui la provoque ?

Les industriels et les capitalistes de la grande distribution augmentent les prix pour maintenir leurs profits alors que la consommation stagne, voire baisse. Plus globalement, c'est tout un système économique qui ne sort pas d'un état de crise permanente, alors les capitalistes durcissent l'exploitation pour tirer aussi davantage de notre travail.

Ras-le-bol ! On ne s'en sortira pas en travaillant plus, à coup d'heures sup et de samedis travaillés. Ce qu'il nous faut, c'est des augmentations générales, pour que les salaires suivent l'inflation. Et pour l'imposer, les ouvriers de Ford aux USA viennent de montrer comment s'y prendre : par l'action collective et par la grève, ils ont arraché à leur patron une augmentation de 25% !

CGI : nouveau débrayage

Ce jeudi 9 novembre à 10h aura lieu le quatrième débrayage à CGI depuis la rentrée. Chaque débrayage a réuni en moyenne 25 collègues qui souhaitent s'organiser collectivement face à la ridicule proposition d'une enveloppe de 2,8 % d'augmentations, alors que CGI continue d'augmenter ses profits.

Un nouveau sondage circulera pour recenser les collègues prêts à faire grève. Si nous restons passifs, CGI persistera dans sa politique de sourde oreille. Alors, mobilisons-nous massivement !

CGI : s'organiser collectivement

Lors de nos derniers débrayages, de nombreuses voix se sont élevées, exprimant des interrogations légitimes : Quand aura lieu cette grève à CGI ? Combien de temps durera-t-elle ? Combien serons-nous à y participer ?

Ces décisions doivent être prises collectivement. Les réponses à ces questions et bien d'autres seront débattues et votées lors de nos prochaines Assemblées Générales. C'est dans ces moments de concertation que chacun peut faire entendre sa voix et contribuer à la prise de décision.

Soyons donc unis, mobilisés et présents en nombre pour ces rendez-vous importants.

EAD à CGI : Ne tombons pas dans le piège de la division !

La saison des entretiens individuels débute chez CGI, et il est naturel d'espérer une augmentation salariale significative à cette occasion. Cependant, ne nous y trompons pas : l'enveloppe globale de 2,8 % d'augmentations reste inchangée. Si l'un de nous obtient une augmentation plus conséquente, cela se fera inévitablement au détriment d'un autre collègue qui se verra attribuer moins. Cette méthode n'est rien d'autre qu'une tentative de nous

diviser, de nous opposer les uns aux autres dans une compétition pour une part plus grande d'un gâteau qui ne grandit pas.

Face à cette politique, si nous souhaitons obtenir des augmentations équitables pour tous, la grève s'impose comme l'unique solution. Refusons de jouer le jeu de la division et unissons-nous pour des augmentations collectives !

Face au massacre à Gaza, les travailleurs peuvent dire non !

En réponse à un appel des syndicats palestiniens aux travailleurs du monde entier de « s'opposer à la production et l'acheminement d'armes vers Israël », plusieurs syndicats belges du secteur de la manutention ont exprimé dans un communiqué leur « refus de manutentionner du matériel militaire destiné à la guerre en Palestine ». On se demande souvent comment agir face au massacre en cours, en plus des manifestations... C'est aussi directement sur les lieux de travail, en perturbant l'appareil militaire et en faisant pression sur les gouvernements qui soutiennent la politique colonialiste d'Israël. Car c'est nous, travailleurs et travailleuses, qui faisons tout fonctionner.

Égalité salariale : les femmes « travaillent gratuitement » depuis lundi

Chaque année, la lettre d'information féministe *Les Glorieuses* calcule la date et l'heure à laquelle les femmes commencent à « travailler gratuitement » du fait des inégalités salariales persistantes entre les deux sexes en France. Cette année cette date symbolique est tombée le lundi 6 novembre, à 11 heures 25. C'est-à-dire que les femmes pourraient s'arrêter de travailler ce jour-là si elles étaient payées avec un taux horaire moyen similaire aux hommes tout en gagnant ce qu'elles gagnent aujourd'hui à l'année. On note depuis l'an dernier une légère amélioration puisqu'en 2022 cette date était tombée le 4 novembre à 9 heures 10. Pour dire les choses autrement : les femmes gagnent en moyenne 15,4 % de moins que les hommes. Petites avancées : selon un arrêt de la Cour de cassation daté du 8 mars dernier, une salariée peut désormais légitimement demander la communication de bulletins de paie de salariés masculins occupant des postes de niveau comparable au sien et une directive européenne vise d'ici 2026 à contraindre les employeurs dans l'Union européenne à la transparence pour garantir une égalité de rémunération entre femmes et hommes. Du moins sur le papier...

Samedi 11 novembre, soyons nombreux et nombreuses dans la rue, pour exprimer notre solidarité avec le peuple palestinien !

- **14h** rassemblement au parvis des droits de l'homme
- **15h** départ de la manifestation sur la place de Victoire